

## Bujumbura lance une charge virulente contre le nouveau médiateur de l'ONU

RFI, 05-07-2015 Burundi : le parti au pouvoir accuse Bathily, le médiateur de l'ONU Au Burundi, le parti au pouvoir CNDD-FDD, toujours bien décidé à organiser les élections malgré la désapprobation internationale, a lancé dimanche une charge virulente contre la communauté internationale, mais aussi contre le médiateur de l'ONU, Abdoulaye Bathily (photo). Le Sénégalais avait été nommé pour résoudre la crise burundaise. Le CNDD-FDD demande sa démission. « Le parti CNDD-FDD informe qu'il retire toute sa confiance à ce représentant du secrétariat général de l'ONU », demande de déposer sa démission puisqu'il s'est accusé lui-même avant qu'il ne commence son mandat de porte-parole du parti Gélase-Daniel Ndabirabe. Le parti au pouvoir accuse notamment Bathily de ne pas avoir servi ses premières rencontres aux autorités ou d'avoir proposé un report des élections. Bref « avoir manqué à la souveraineté nationale. » Mais ce n'est pas vraiment une surprise. Le CNDD-FDD n'avait pas participé au dialogue initié par l'équipe de facilitation internationale dont fait partie l'onusien Abdoulaye Bathily. Le gouvernement burundais n'y avait participé qu'une fois avec un message très clair : il était hors de question d'accepter un nouveau scrutin pourtant c'est ce que proposait la facilitation internationale : le 30 juillet pour tous les scrutins pour permettre des élections crédibles. C'était le motif invoqué par les médiateurs pour faire cette proposition. Et c'est ce qu'a représenté onusien quand les négociations avaient échoué il y a un peu plus d'une semaine. Abdoulaye Bathily a été désigné comme porte-parole de l'équipe de facilitation. Il avait affirmé que dans les conditions actuelles, les élections ne seraient ni libres, ni démocratiques. Le ministre de l'Intérieur Edouard Nduwimana lui avait répondu vertement sur les antennes de RFI. Il l'avait accusé en substance d'être biaisé, de s'être accusé lui-même. Le rapport de l'ONU internationale sera en tout cas sur la table des chefs d'Etat de la communauté est-africaine réunis en sommet demain à Dar es-Salaam. Et il n'est pas signé que par Abdoulaye Bathily. Les représentants de l'Union africaine, la communauté est-africaine et la conférence internationale pour les Grands Lacs en sont aussi membres et signataires. Pour rappel, Abdoulaye Bathily n'est pas le premier à avoir été ainsi accusé au Burundi. L'onusien Saïd Djinnit l'avait fait cette fois-là, c'était par l'opposition.